



ACCORD-CADRE POUR L'EXERCICE DE LA MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Chartres Développement Immobilier représentée par son Directeur général François ANDREU

Procédure adaptée passée en application des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)	5
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)	6
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	7
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1. Qualité des prestations.....	8
5.2. Présence obligatoire aux assemblées et comités.....	8
5.3. Remise des documents et des livrables.....	9
5.4. Planning des interventions.....	9
5.5. Modalités de notification des informations	9
ARTICLE 6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 7 - INTERVENANTS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 8 - OFFRE.....	10
8.1. Contenu des prix.....	10
8.2. Forme des prix	10
8.3. Montant de l'offre	11
ARTICLE 9 - REGLEMENT DES COMPTES	12
9.1. Avance	12
9.2. Modalités de règlement.....	12
9.3. Paiements	12
9.4. Délais de règlement	12
9.5. Intérêts moratoires.....	12
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 11 - VERIFICATIONS ET ADMISSION	13
ARTICLE 12 - PENALITES.....	13
12.1. Pénalités	13
12.2. Pénalités de retard	13
Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :.....	13

12.3. Pénalités en cas d'absence aux réunions, comités et assemblées générale	14
ARTICLE 13 - ASSURANCES.....	14
ARTICLE 14 - RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	14
14.1. Objet.....	14
14.2. Description du traitement faisant l'objet du présent contrat	15
14.3. Obligations du sous-traitant vis-a-vis du responsable de traitement	15
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER 18	
ARTICLE 16 - LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »	18
ARTICLE 17 - MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	18
ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	18
ARTICLE 19 - CLAUSES DE REEXAMEN	19
19.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	19
19.2. Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution.....	19
ARTICLE 20 - REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20
ARTICLE 22 - ACCEPTATION DE L'OFFRE.....	20
 Annexe n°1 - Décomposition des prix forfaitaires Mission de certification des comptes	
 Annexe n°2 - Bordereau des prix - Missions connexes, particulières ou complémentaires	
 Annexe n°3 - Devis quantitatif estimatif – Missions connexes, particulières ou complémentaires	

Pouvoir adjudicateur :

Société d'Economie Mixte Locale (SEML) « Chartres Développements Immobiliers »

Siège social : Hôtel de ville, Place des Halles – 28000 CHARTRES

Adresse de correspondance : 14, rue Saint Michel – 28000 CHARTRES (France) Tél : +33 (0) 2 37 22 05 28

Société au capital de 15 812 010 Euros

Immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 806 220 091 (1962 B 00009)

Personne signataire du marché : Monsieur le Directeur Général de la SEML Chartres Développements Immobiliers

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Monsieur François ANDREU.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M..... agissant
en mon nom personnel,

domicilié à

Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières et des éléments qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter la mission de contrôle légal des comptes **en tant que commissaire aux comptes titulaire** ainsi que toute mission particulière accessoire demandée par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions du Code de commerce et aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours:

Compagnie :

N° Police :

M..... agissant en son nom personnel

domicilié à

ou

M. agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

Immatriculé à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

Titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt :

Compagnie :

N° Police :

sera désigné en tant que commissaire aux comptes suppléant. Il s'engage par les présentes à exécuter dans les mêmes conditions la mission en remplacement du titulaire dans les cas visés à l'article L 823-1 du Code de commerce. Le commissaire aux comptes suppléant n'est considéré ni comme un cotraitant, ni comme un sous-traitant du commissaire aux comptes titulaire.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent-vingt) à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières et des éléments qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter la mission de contrôle légal des comptes **en tant que commissaire aux comptes titulaire** ainsi que toute mission particulière accessoire demandée par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions du Code de commerce et aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

A compléter lorsque la personne morale titulaire est une société unipersonnelle :

M..... agissant en son nom personnel

domicilié à

ou

M..... agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

Immatriculé à l'INSEE :

- Numéro SIRET :.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

Numéro d'identification au registre du commerce :

Titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt:

Compagnie :

N° Police :

sera désigné en tant que commissaire aux comptes suppléant. Il s'engage par les présentes à exécuter dans les mêmes conditions la mission en remplacement du titulaire dans les cas visés à l'article L 823-1 du Code de commerce. Le commissaire aux comptes suppléant n'est considéré ni comme un cotraitant, ni comme un sous-traitant du commissaire aux comptes titulaire.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent-vingt) à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché public est dit composite, il comporte une partie correspondant à un marché et une partie correspondant à un accord-cadre, tel que réglementé par les articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique, pour l'exercice de la mission de commissaire aux comptes telle que définie par le Code de commerce. Le marché public impliquant pour partie un accord-cadre, il sera dénommé « accord-cadre ».

Dans la mesure où l'accord-cadre confie l'exercice des missions de commissaire aux comptes telles que définies par le Code de commerce et les normes applicables à la profession, il n'est pas alloti et est mono-attributaire.

La finalité de la mission du commissaire aux comptes est de contribuer à la fiabilité de l'information financière et par la même de concourir à la sécurité de la vie économique et sociale, tant pour les besoins de gestion et d'analyse interne à l'entreprise que pour les besoins de l'ensemble des partenaires ou les tiers intéressés par celle-ci.

Pour former son opinion sur les comptes, l'auditeur externe procédera à un audit en appliquant les normes internationales. Ces contrôles ne sauraient être exhaustifs: ils sont faits par des sondages et sont fonction de l'évaluation faite par le commissaire aux comptes de la qualité des systèmes comptables et des contrôles internes en vigueur dans l'entreprise.

- **La partie marché** a pour objet de confier à un commissaire aux comptes dit titulaire l'exécution des missions relevant du contrôle légal et de la certification des comptes en application des dispositions des articles L 225-218 et suivants, L 225-40, L 820-1 à L 821-69 et R 225-161 et suivants et R821-180 et suivants, du Code de commerce.

Dans les conditions définies aux articles R 822-23 et suivants du Code de commerce, le commissaire aux comptes présentera au pouvoir adjudicateur chaque année, avant d'engager ses opérations de contrôle, son plan de mission et son programme de travail annuel.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation par le commissaire aux comptes de toutes investigations qu'il jugera nécessaire, à tout moment de l'exercice.

Ces documents tiennent compte de la forme juridique du pouvoir adjudicateur, de sa taille, de la nature de ses activités, du contrôle éventuellement exercé par l'autorité publique, de la complexité de la mission, de la méthodologie et des technologies spécifiques utilisées par le ou les commissaires aux comptes.

Le plan de mission décrit l'approche générale des travaux.

Le programme de travail définit la nature et l'étendue des diligences estimées nécessaires, au cours de l'exercice, à la mise en oeuvre du plan, compte tenu des prescriptions légales et des normes d'exercice professionnel ; il indique le nombre d'heures de travail affectées à l'accomplissement de ces diligences et les honoraires correspondants dans le respect des dispositions de l'article R 821-192 du Code de commerce.

Cette lettre de mission est obligatoire, car elle fixe les conditions essentielles de réalisation de la mission. Le commissaire aux comptes doit demander au pouvoir adjudicateur d'accuser réception de la lettre et de confirmer son accord sur les termes et conditions exposés. Il doit consigner dans son dossier de travail tout désaccord éventuel.

- **La partie accord-cadre** et les marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement auront pour objet les missions connexes, particulières ou complémentaires à la mission du commissaire aux comptes résultant des obligations légales et des normes professionnelles applicables qui devront être réalisées par le commissaire aux comptes.

Les marchés subséquents seront formalisés, au fur et à mesure des missions connexes, particulières ou complémentaires à réaliser par le commissaire aux comptes conformément aux obligations légales et aux normes professionnelles applicables, par l'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la lettre de mission spécifique présentée par le commissaire aux comptes. Les marchés subséquents définiront l'ensemble des clauses nécessaires à l'exécution des prestations qui n'auraient pas été définies au présent accord-cadre ou préciseront certaines des clauses définies dans le présent accord-cadre.

Le présent marché public composite identifie également, lorsque le commissaire aux comptes titulaire désigné est un personne physique ou une société unipersonnelle, ou bien lorsque les statuts de la société l'imposent, le commissaire aux comptes suppléant chargé de remplacer le commissaire aux comptes titulaire en cas d'empêchement temporaire ou définitif de celui-ci. La sous-traitance des missions confiées est interdite.

ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est fixée, conformément aux dispositions de l'article L.821-44 du Code de commerce, pour 6 exercices sociaux à compter de sa notification.

La mission légale de contrôle des comptes et toutes missions connexes, particulières ou complémentaires éventuelles porteront sur les exercices l'année 2024 à 2029.

les missions prendront ainsi fin après la délibération de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2029.

Conformément aux dispositions de l'article L.821-40 du Code de commerce, les fonctions du commissaire aux comptes suppléant, s'il en est désigné un, appelé à remplacer le commissaire aux comptes titulaire, prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après l'approbation des comptes par l'assemblée générale.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

1. Le présent accord-cadre
2. Le bordereau des prix unitaires pour les missions rémunérées par des prix unitaires
3. Les lettres de mission annuelles et lettres de mission spécifiques, ces dernières valant marchés subséquents
4. Le dossier remis par le titulaire

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Qualité des prestations

Le titulaire se conforme à l'ensemble de la réglementation relative à l'objet du marché et à sa profession. Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché en assurant la qualité des prestations fournies au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art.

Cette qualité résulte notamment :

- du respect des dispositions du marché ;
- du respect des délais ;
- de l'application des normes et de la réglementation en vigueur.

Les prestations seront réalisées sous l'entière responsabilité du titulaire du marché dans le cadre des dispositions légales définissant la mission permanente des commissaires aux comptes et dans le respect des normes professionnelles régissant la fonction.

En outre, le titulaire du marché reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde vis-à-vis de la SEM.

Le titulaire du marché transmettra à la SEM le programme de travail détaillé de la mission et les missions confiées à chaque collaborateur intervenant sur la mission.

5.2. Présence obligatoire aux assemblées et comités

Le titulaire est convoqué aux assemblées et comités ci-dessous :

- Conseil d'administration d'arrêté des comptes (CA) ;
- Assemblées générales ordinaires (AGO) ;
- Assemblées générales extraordinaires (AGE) ;

- Assemblées spéciales (AS) ;
- Comité de suivi des comptes (CSC).

La présence du titulaire est obligatoire.

Lorsque le personnel du titulaire du marché doit intervenir dans les locaux de la SEM, cette dernière mettra un bureau à la disposition du titulaire du marché.

5.3. Remise des documents et des livrables

Tous les dossiers (rapport sur les comptes, rapport spécial sur les conventions réglementées, etc.) seront remis en version papier en un exemplaire par le titulaire du marché et également en version numérique au format PDF.

Dans le respect du planning qui sera établi entre la SEM et le titulaire, le titulaire s'engage à remettre les rapports prévus 15 jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes, afin de permettre à la SEM de répondre aux demandes de consultation de ces documents par les actionnaires avant l'AG (art. R.225-88 et 89, art. R.225-161 du Code de commerce).

5.4. Planning des interventions

Le titulaire du marché s'engage à intervenir et à fournir les documents finaux selon un planning figurant dans la proposition du titulaire.

Ce planning devra prendre en compte les éléments suivants :

- Réunion du comité de suivi des comptes au préalable de l'arrêt des comptes par le conseil d'administration (mars-avril) ;
- Vérification du rapport de gestion réalisé par l'entreprise dans un délai permettant à celle-ci d'y apporter toutes les corrections nécessaires et de le communiquer aux actionnaires selon les modalités fixées par le code de commerce : le retour du titulaire sur le rapport de gestion doit donc intervenir quatre semaines avant l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes ;
- Remise des rapports 15 jours calendaires avant l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes pour permettre à l'entreprise de respecter les délais prescrits par le code de commerce concernant l'information des actionnaires.

La SEM s'engage à fournir au titulaire du marché tous les éléments nécessaires à l'accomplissement de sa mission et au respect des délais fixés dans le présent cahier des charges.

Le calendrier des instances de validation des comptes (date, horaire et lieu) sera communiqué en janvier de chaque année au titulaire, pour lui permettre d'organiser le planning en conséquence.

5.5. Modalités de notification des informations

Pour les notifications au(x) titulaire(s) de ses décisions ou informations (marché, etc...),

l'acheteur prévoit les formes suivantes :

- remise contre récépissé,
- lettre recommandée avec accusé de réception,
- tout autre moyen permettant d'attester la date de réception (télécopie, courrier électronique).

ARTICLE 6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire ayant reçu communication d'informations, documents ou données quelconques sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les attributaires s'engagent à ne pas divulguer d'information confidentielle qui pourrait leur parvenir.

En cas de non-respect par les attributaires de cette obligation et indépendamment des sanctions encourues, l'acheteur pourra résilier les marchés subséquent et l'accord cadre sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit, pour l'attributaire.

Cette obligation de discrétion s'applique à tous les collaborateurs du Titulaire.

ARTICLE 7 - INTERVENANTS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'acheteur l'ensemble des personnes qualifiées pour effectuer les prestations désignées lors de la remise de son offre.

Si une des personnes nommément désignées dans l'offre du candidat n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser par écrit, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

Le Titulaire désigne au sein de son équipe un référent, pour l'ensemble des missions, qui devient l'interlocuteur privilégié de Chartres Développement Immobilier.

ARTICLE 8 - OFFRE

8.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

Ne sont cependant pas couverts par le prix, les frais de déplacement et de séjour engagés par le commissaire aux comptes dans l'exercice de ses fonctions. En effet, conformément aux dispositions de l'article R 821-192, ces frais sont remboursés par le pouvoir adjudicateur sur présentation de justificatifs.

8.2. Forme des prix

Le présent accord-cadre est passé à prix révisable dans les conditions suivantes :

Les prix du présent accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la limite de remise des offres (mois mo)

Le prix des prestations pour chaque nouvel exercice comptable sera révisé chaque année en fonction de l'indice SYNTEC du mois de décembre de l'année civile N-1, par l'application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient (C) de révision donné par la formule:

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

Dans laquelle :

Io : index SYNTEC du mois Mo.

Im : index de référence au mois de décembre de l'année civile N-1

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

8.3. Montant de l'offre

L'ensemble des prestations confiées au titre de la partie « marché » et au titre de la partie « accord-cadre » seront réglées dans les conditions suivantes :

Partie « marché » :

Les prestations relatives au contrôle légal et à la certification des comptes seront rémunérées par application de prix forfaitaires pour chacun des 6 exercices comptables définis comme suit :

Prix forfaitaire par exercice :

(en euros)	Prix HT	Montant TVA au taux de ...	Prix TTC
1 ^{er} exercice			
2 ^e exercice			
3 ^e exercice			
4 ^e exercice			
5 ^e exercice			
6 ^e exercice			

Montant global pour les 6 exercices :

Montant Hors taxe :

Montant TVA au taux de %

Montant TTC

Montant TTC (en lettres)

L'annexe n°1 intègre la décomposition des prix forfaitaires par exercice comptable, par nombre d'heures consacrées à la mission et par catégorie d'intervenants (associé, manager, chef de mission, assistants).

Clause de réexamen :

Il est convenu entre les parties que les forfaits définis ci-dessus ont été établis par le commissaire aux comptes en tenant compte de la situation et des prévisions d'évolution de la société ainsi que du barème d'heures de travail fixé à l'article R.821-188 du Code de commerce en fonction du montant estimé par exercice du bilan de la personne ou de l'entité, augmenté du montant des produits d'exploitation et des produits financiers, hors TVA.

Si la situation de la société évolue en dehors de la fourchette ayant servi de base à la détermination du forfait de l'exercice, le nombre d'heure de travail sera reconsidéré dans les limites fixées par l'article R.821-188. Les prix horaires seront ceux fixés en annexe auxquels sera appliquée la clause de révision.

Partie accord-cadre :

Les missions connexes, particulières ou complémentaires à la mission du commissaire aux comptes seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau de prix joint en annexe n°2 aux nombres d'heures travaillées estimées par le commissaire aux comptes pour chaque catégorie d'intervenants, en fonction de l'importance de chaque mission.

Sur ces bases, le commissaire aux comptes présentera dans chacune de ses lettres de missions spécifiques le coût de la mission qui devra faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur. Cette validation formalise la rémunération, qui devient forfaitaire, du commissaire aux comptes pour la réalisation de chaque mission et vaut marché subséquent.

Montant de la partie accord-cadre :

Le montant maximum de l'accord-cadre en valeur est de : **30 000,00 € HT**

Montant HT :

Montant TVA au taux de % :

Montant TTC :

Montant TTC (en lettres) :

En cas de désaccord sur le montant de la rémunération du commissaire aux comptes tant sur la partie « marché » que sur la partie « accord-cadre », il sera fait application de l'article R.821-196 du Code de commerce à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES COMPTES

9.1. Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

9.2. Modalités de règlement

Le commissaire aux comptes présentera, lors de la remise de son rapport général annuel, et le cas échéant, de son rapport spécial, sa facture correspondant aux missions effectuées pour le contrôle de l'exercice considéré correspondant à son programme de travail annuel.

Pour toute autre lettre de mission spéciale, il présentera sa facture lors de la remise des rapports se rapportant à ces missions.

La facture établie par le titulaire indique les prestations effectuées pour la période considérée, ainsi que leur prix évalué en prix de base HT, majoré de la TVA.

Cette demande de paiement est envoyée au pouvoir adjudicateur par courrier.

9.3. Paiements

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par virement établi à l'ordre du commissaire aux comptes titulaire (joindre le RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire

En cas de suppléance, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par virement établi à l'ordre du commissaire aux comptes suppléant qui devra transmettre à cet effet son RIB.

9.4. Délais de règlement

Le délai maximum de paiement des factures est de 60 jours, à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

9.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE

Compte tenu de la spécificité de la mission du commissaire aux comptes, la résiliation du marché ne pourra intervenir qu'en cas de récusation du commissaire aux comptes titulaire dans les conditions de l'article L. 821-49 du Code de commerce, ou de révocation conformément à l'article L. 821-50 du même Code.

Dans ces deux cas, le commissaire aux comptes suppléant, s'il en est désigné un, remplace automatiquement et sans formalités particulières le commissaire aux comptes titulaire.

La récusation ou la révocation pourront notamment être demandées auprès du Tribunal de Commerce :

- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du Code de la commande publique fournis par le titulaire.
- dans le cas où le titulaire ne produirait pas les pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique tous les six mois à compter de la notification du marché.

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 11 - VERIFICATIONS ET ADMISSION

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, l'acheteur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des documents remis pour acceptation.

Les opérations de vérification et d'admission des prestations seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G.-FCS.

Suite aux opérations de vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-FCS.

ARTICLE 12 - PENALITES

12.1. Pénalités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCP ont uniquement un caractère moratoire.

Le Titulaire reste donc intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au Titulaire, au titre du présent marché et des marchés subséquents.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble des marchés subséquents.

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités prévues au marché sont les suivantes :

12.2. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

- En cas de manquement à tous délais contractuels, autres que ceux définis ci-dessous, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jours de retard.
- En cas de retard dans la production du rapport final, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 € par jours de retard.

- Pénalité en cas de retard dans la proposition d'un remplaçant à l'acheteur dans le délai imparti : 100 € par jour ouvrés de retard. Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

12.3. Pénalités en cas d'absence aux réunions, comités et assemblées générales

En cas d'absence à une réunion ou un comité pour lequel le Titulaire a été invité par l'acheteur, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € par manquement constaté.

En cas d'absence à une Instance (AGO/AGE/AS/CSC/CA arrêté des comptes) pour lequel le Titulaire a été invité par l'acheteur, le Titulaire encourt une pénalité de 750 € par manquement constaté.

Tout retard d'une durée au moins égale à 30 minutes est assimilé à une absence en sens des aliéas ci-dessus.

Les pénalités ci-dessus commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Le commissaire aux comptes titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des missions qui lui seront confiées.

Il doit justifier, au moment de la consultation, au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle tant à l'égard du pouvoir adjudicateur que des tiers pour l'ensemble des conséquences dommageables des fautes et négligences commises par lui dans l'exercice de ses fonctions au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'accord-cadre et de chacun des marchés subséquents et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle.

Lorsque le commissaire aux comptes suppléant, éventuellement désigné, doit assurer le remplacement du commissaire aux comptes titulaire dans les conditions définies par le Code de commerce, il produit sans délai son attestation d'assurance au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 - RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité, des mesures de sécurité et est soumis au secret professionnel.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Dans ce cadre, le titulaire du marché est nommé « sous-traitant » et l'acheteur est nommé « responsable du traitement des données ».

Le sous-traitant (le titulaire) est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution de l'marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le sous-traitant (le titulaire) s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. .

14.1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (le titulaire) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après

14.2. Description du traitement faisant l'objet du présent contrat

Le sous-traitant traite pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel suivantes nécessaires pour fournir les services suivants :

	Attendus dans cette ligne	Traitement
Nature des opérations réalisées sur les données	Tri, classement, création de base de données etc.	Analyser le nombre de personne appartenant à la société
Finalité du traitement	L'établissement de la liste des personnes appartenant à la société	Etablir notamment la liste des personnes appartenant à la société et devant être rémunérées
Données à caractère personnel traitées	Nom, Prénoms, Profession	Relever Nom, Prénoms, profession, Relevé d'identité bancaire des personnes de la société
Catégories des personnes concernées	Personnes de la société	Relever des personnes de la société
Informations mise à la disposition par le responsable de traitement au sous-traitant	Nom, Prénoms, Profession	Analyse des Nom, Prénoms, profession, des personnes de la société.

14.3. Obligations du sous-traitant vis-a-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant (le titulaire) traite les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du contrat.

Il traite les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant (le titulaire) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

En outre, si le sous-traitant (le titulaire) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le sous-traitant (le titulaire) s'engage à prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance ; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ; et en fin de contrat.

Il veille à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le sous-traitant évalue les risques inhérents au traitement et s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque et s'engage à mettre en œuvre à minima les mesures de sécurité suivantes :

- Le chiffrement des mots de passe stockés.

- L'Anonymisation des données : excepté les cas où les données à caractère personnel seraient nécessaires à l'opération. (Exemple : une solution permettant l'anonymisation des données avant la copie de données (transfert) lors d'une opération de maintenance).
- La sécurité physique des locaux: (Exemple : contrôle des accès (badge), protection contre les menaces...). • La sécurité informatique : (Exemple : accès internet redondé et sécurisé, accès VPN/SSL, sauvegarde sur serveur, monitoring et génération d'alarmes via SM et E-mail, analyse des performances d'accès...).
- La sécurité organisationnelle: (exemple : processus d'habilitation des accès aux systèmes d'information traitant des données personnelles, procédure de gestion et notification des incidents de sécurité ou des demandes contraignantes affectant les données personnelles...)
- La sécurité logique : politique de mots de passe (exemple : procédure de gestion des correctifs de sécurité, protection des environnements informatiques sensibles par logiciel antivirus à jour....)
- La traçabilité des actions et la gestion des preuves : conservation des traces d'audit des activités sur le système informatique.
- La mise en place de procédures de contrôles (exemple : contre les nouvelles techniques de Piratage informatique, des connexions en provenance de certains pays...). Sur demande expresse, le responsable de traitement pourra recevoir une synthèse des rapports d'audits de sécurité.

PRIVACY BY DESIGN, PRIVACY BY DEFAULT

Le sous-traitant (le titulaire) prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le sous-traitant (le titulaire) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant (le titulaire) peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant (le titulaire) est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant (le titulaire) initial de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant (le titulaire) initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par le titulaire de ses obligations.

Le sous-traitant (le titulaire) doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Le sous-traitant (le titulaire) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (le titulaire) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (le titulaire) doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'acheteur en

remplissant les conditions suivantes : Nom / Prénom / Date de naissance / Date et objet de la demande / Copie de la demande / copie de la carte d'identité.

NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant (le titulaire) notifie sans délai au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à - la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le sous-traitant (le titulaire) peut prendre, en cas d'urgence avérée, des mesures correctives, et notamment la suspension du service d'hébergement afin de mettre fin à la violation et à ses éventuelles conséquences sans préjudices sur les contrats conclus antérieurement et/ou postérieurement concernant le Service.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Seul le responsable de traitement communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

AIDE DU SOUS-TRAITANT (LE TITULAIRE) DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT DE SES OBLIGATIONS

Le sous-traitant (le titulaire) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le sous-traitant (le titulaire) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Lorsque le sous-traitant a l'obligation de nommer un DPO conformément aux dispositions en vigueur, il s'engage à indiquer son nom et ses coordonnées dans son mémoire technique.

SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant (le titulaire) s'engage à :

- renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement dans un délai de 8 jours à compter de la validation de la dernière mission du titulaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction sauf pour la sauvegarde de ses propres droits et le respect de ses obligations contractuelles.

DOCUMENTATION

Le sous-traitant (le titulaire) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant (le titulaire) les données nécessaires à l'exécution du contrat si c'est lui qui les a collectés,

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant (le titulaire), - veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (le titulaire),
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant (le titulaire)

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

ARTICLE 16 - LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »

Les informations recueillies pour ce marché sont conservées dans un dossier papier et enregistrées dans un fichier informatisé par la personne en charge de la comptabilité de Chartres Développement immobilier pour le suivi d'exécution du marché.

Elles sont conservées pendant la durée légale relative aux pièces du marché (10 ans) et sont destinées à la personne en charge de la comptabilité de Chartres Développement Immobilier, au Directeur délégué et aux services juridiques.

Conformément à la loi « informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : la personne en charge de la comptabilité de Chartres Développement Immobilier.

ARTICLE 17 - MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122- 7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution, le candidat s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique dans les conditions et le délai prévus au règlement de consultation.

Le candidat s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

L'attestation d'assurance est à produire dans les conditions indiquées à l'article 8.

Le candidat retenu devra produire également sa lettre d'acceptation des fonctions.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le même délai.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 19 - CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

19.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :
 - o soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - o de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19.2. Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG FCS.

ARTICLE 20 - REGLEMENT DES LITIGES

Par dérogation aux dispositions à l'article 46 du CCAG FCS, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent : **Tribunal judiciaire de Nanterre.**

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché doit être rédigé en langue française.

ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
27	11
14	12
5.2	14
3.5	19
56	20

Fait en 2 originaux

(En application de l'article 1375 du Code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

A
.....
le

Le commissaire aux comptes titulaire :

Signature :

(Le cas échéant) Le commissaire aux comptes suppléant :

Signature :

ARTICLE 22 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée.

A.....le

Signature

Annexes à l'accord-cadre :

- Annexe n° 1 - Décomposition des prix forfaitaires
- Annexe n° 2 - Bordereau des prix
- Annexe n° 3 - Devis quantitatif estimatif

Annexe n°1 - Décomposition des prix forfaitaires

Mission de certification des comptes (partie « marché »)

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)	Temps estimatif (en heures)	Coût
1^{er} exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 1 :			
2^e exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 2 :			
3^e exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 3 :			
4^e exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 4 :			

5^e exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 5 :			
6^e exercice :			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 6 :			
PRIX FORFAITAIRE MISSION SUR LES 6 EXERCICES :			

Annexe n°2 - Bordereau des prix

Missions connexes, particulières ou complémentaires

(partie «accord-cadre »)

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)
Associé	
Responsable de mission	
Assistant(s)	
Autres (préciser)	

Annexe n°3 - Devis quantitatif estimatif –
Missions connexes, particulières ou complémentaires
(partie «accord-cadre »)

Cette annexe établie pour une mission témoin servira au pouvoir adjudicateur pour l'analyse du prix de la partie « accord-cadre ». S'agissant de la partie « accord-cadre », les montants totaux définis ci-dessous n'ont pas à être reportés dans l'article prix.

Mission relative à une augmentation de capital

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)	Temps estimatif (en heures)	Coût
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
TOTAL MISSION :			